

Le n° 1 d'English-Montréal est largué par Coderre

La commission scolaire, un groupe radical dit Legault.

PARTAGEZ SUR FACEBOOK PARTAGEZ SUR TWITTER AUTRES



«Le Québec n'est pas une nation»: la sortie de la Commission scolaire English-Montréal (CESM) a suscité l'ire des politiciens fédéraux et provinciaux et a coûté cher à son président, qui s'est fait larguer par Denis Coderre.

Joe Ortona a appris mardi en matinée que Denis Coderre le larguait de son équipe de candidats, « suivant la sortie de la Commission scolaire English-Montréal contestant la réforme de la langue française et niant la nation québécoise ».



Joe Ortona

PHOTO COURTOISIE

Écoutez l'entrevue avec Hadrien Parizeau, responsable de la langue française de l'équipe Coderre, sur QUB radio:



Cette décision a été saluée par le premier ministre du Québec. « J'étais content de voir Denis Coderre [le] mettre à la porte », a dit François Legault.

Le Journal rapportait dans ses pages que la CSEM demandait au gouvernement fédéral de renvoyer le projet de loi 96 sur la langue française devant la Cour suprême.

Le feu aux poudres

Et la CSEM allait plus loin en affirmant que le Québec « n'est pas une nation et ne l'a jamais été ». « Ce n'est pas parce qu'on se prête une identité qu'elle devient nôtre, et l'intelligentsia québécoise utilise délibérément le mot "nation" de manière à évoquer une réalité qui n'existe que dans son propre mirage. Le seul mot précis à utiliser pour définir la réalité du Québec est "province" », écrit la CSEM.

Ces déclarations ont fait bondir les politiciens. François Legault estime que la CSEM s'est transformée en « un groupe radical ». « Ce sont des propos déconnectés », a-t-il dit.

Le chef péquiste Paul St-Pierre Plamondon dénonce la « mauvaise foi » d'English-Montréal. « Il y a dans cette affirmation tout le mépris envers les Québécois », a-t-il dit.

« Je pense qu'on n'a pas besoin de faire la preuve qu'on est une nation, dont je suis très fière, et je pense que le message doit être passé à la Commission scolaire », a-t-elle ajoutée.

Au fédéral aussi

À Ottawa, le Bloc québécois a fait une sortie musclée pour dénoncer ces propos, et les autres partis ont réitéré leur appui à la défense de la langue française au Québec.

« Au NPD, nous avons toujours été fiers de reconnaître le Québec comme une nation », a écrit le chef du NPD, Jagmeet Singh, sur les médias sociaux.

Après ce feu nourri, Joe Ortona et la CSEM ont reconnu en fin de journée avoir fait une « erreur » en remettant en question le statut de « nation » du Québec, mais maintiennent leur position sur la contestation de la loi 96.

À VOIR AUSSI...



INFOLETTRE
LE CHOC DES IDÉES
 Pour ne rien manquer, chaque jour, de nos chroniques d'opinion et billets de blogue
 → JE M'ABONNE

ENQUÊTES
 Une arme d'assaut laissée comme carte de visite

CF MONTRÉAL
 Les Ultras bannis par le CF Montréal

FAITS DIVERS
 Un proche de la mafia sauvagement abattu

COVID-19
 Les non-vaccinés au pied du mur

SANTÉ
 Les médecins spécialistes profitent du privé